

## **Investir dans la santé publique, c'est investir dans la prospérité future du Canada** Budget 2010 : Réaction de l'ACSP

Le Budget 2010 contient plusieurs propositions de leviers stratégiques : des politiques et des programmes qui devraient, s'ils sont institués en temps utile avec le plein engagement du gouvernement fédéral, avoir un impact positif sur la santé de nombreux citoyens et citoyennes. L'Association canadienne de santé publique (ACSP) apprécie les mesures proposées, qui visent à élargir l'accès des habitants du Nord aux aliments sains, à promouvoir l'activité physique, à améliorer la sécurité du revenu, à alléger les impôts des familles à faible revenu et des familles monoparentales, et à poursuivre les investissements dans le logement social et le développement d'infrastructures dans les réserves autochtones. L'ACSP se réjouit aussi des investissements nouveaux et renouvelés pour aider les personnes qui vivent avec des lésions de la moelle épinière, diversifier et renforcer la capacité de production d'isotopes médicaux au Canada et reconduire plusieurs programmes de santé autochtone. L'Association salue enfin la hausse, bien que très légère, des investissements dans la recherche en santé.

Ceci dit, le budget n'apporte aucun changement fondamental dans la façon de faire les choses. La plupart des annonces ont trait à des initiatives sectorielles qui s'attaquent aux symptômes du mal plutôt qu'aux facteurs qui causent les problèmes de santé au départ. « Soyons réalistes; ces mesures ne régleront pas les problèmes sous-jacents qui affectent la santé, a déclaré le D<sup>r</sup> Cordell Neudorf, président de l'Association. Les changements individuels dans les habitudes de vie sont importants, mais ils ne sont pas une panacée. Ce sont les grands postes budgétaires – les revenus, la sécurité alimentaire, la sécurité du logement, un environnement sûr et sain – qui ont le plus d'impact sur la santé. Les mesures proposées par le gouvernement fédéral auront une incidence sur la santé de certaines personnes, mais elles ne constituent pas une réponse soutenue aux besoins des plus vulnérables. En période de repli et de redressement économique, il faut faire des investissements stratégiques dans les programmes sociaux de base... pas les diminuer ni maintenir le statu quo alors que tant de gens en ont grand besoin. »

L'ACSP est préoccupée par les répercussions, sur les services de santé publique, de compressions éventuelles dans les budgets de fonctionnement et de programmes de Santé Canada, de l'Agence de la santé publique du Canada et d'autres organismes liés à la santé, dont l'Agence canadienne d'inspection des aliments. « L'ACSP ne cesse d'inviter le gouvernement fédéral à appuyer davantage les infrastructures et les organismes phares de la santé publique du pays, y compris à soutenir financièrement les services et les programmes de santé publique locaux et fédéraux. Le provisionnement intégral de l'Agence de la santé publique du Canada, l'équivalent canadien des Centers for Disease Control des États-Unis, est essentiel, a affirmé le D<sup>r</sup> Neudorf. La riposte à la grippe H1N1 cette année a prouvé que le réseau national de la santé publique fonctionne efficacement, a-t-il poursuivi, mais elle a aussi montré que les ressources sont étirées au maximum. Nous ne pouvons pas nous permettre de baisser la garde en ce moment. Ce serait plutôt le temps d'investir dans le renforcement et le développement des capacités de la santé publique au Canada. »

Bien qu'il n'en soit pas question dans l'exposé budgétaire, l'ACSP salue l'annonce dans le discours du Trône d'une nouvelle stratégie nationale de prévention des blessures chez les jeunes. Comme l'a souligné Debra Lynkowski, chef de direction de l'ACSP, « Les blessures involontaires – dues aux accidents d'automobile, aux incendies, aux brûlures, aux chutes, aux noyades et aux empoisonnements – sont les principales causes de mortalité chez les enfants de 1 à 11 ans au Canada. Il faut agir. L'ACSP a exhorté le gouvernement fédéral à adopter une stratégie nationale de prévention des blessures dès 2003; nous sommes heureux de voir que cela se concrétise enfin. » Toutefois, l'Association s'inquiète de l'absence de toute mention dans le budget d'un renouvellement de certains programmes de santé nationaux très importants, comme la Stratégie nationale d'immunisation, dont le financement tire à sa fin. « Ne pas continuer à financer l'un des services de santé publique les plus essentiels que notre pays peut offrir aurait des conséquences très lourdes sur la santé des enfants, des jeunes et des aînés », a-t-elle fait remarquer.

L'ACSP salue le désir du gouvernement d'avoir un Canada plus vert et plus respectueux de l'environnement, mais elle est très inquiète de ce qu'elle perçoit comme un mouvement de promotion des technologies de production d'énergie aux dépens, peut-être, de la santé du public. Le Canada a lancé une stratégie de gestion des déchets nucléaires, mais le pays est loin d'avoir réglé la question de l'entreposage sûr et prolongé des déchets produits par les centrales nucléaires existantes; or, le gouvernement réclame une hausse de l'extraction minière de l'uranium et un plus grand rôle pour l'énergie nucléaire. L'ACSP s'inquiète aussi de l'intention du gouvernement de transférer la responsabilité des évaluations environnementales de l'Agence canadienne d'évaluation environnementale à l'Office national de l'énergie et à la Commission canadienne de sûreté nucléaire pour les projets qui relèvent de leur domaine de compétence particulier. Il faut pleinement tenir compte de l'aspect santé publique et santé environnementale de l'ensemble des technologies et des ressources de production d'énergie.

L'ACSP salue l'annonce de la nouvelle priorité accordée par le gouvernement à la santé des mères, des nouveau-nés et des enfants, mais elle y met un bémol. « Il est louable que le Canada veuille profiter de son mandat à la présidence du G8 pour promulguer la santé maternelle et infantile, mais nous serons beaucoup plus convaincants si nous appuyons ces paroles par des investissements concrets dans l'amélioration des programmes et des politiques ici au pays, en insistant aussi sur ces aspects dans notre aide internationale », a commenté le D<sup>r</sup> Neudorf. Simultanément, l'ACSP s'est dite très déçue de l'annonce dans le Budget d'une réduction de 4,4 milliards de dollars dans l'enveloppe de l'aide internationale. « Si nous voulons être pris au sérieux par le reste du monde et protéger la santé de notre population, il faut faire en sorte que le Canada investisse, et de façon significative, dans l'amélioration de la santé autour du monde, a déclaré M<sup>me</sup> Lynkowski. Nous ne vivons pas en vase clos; que ce soit la grippe H1N1, le séisme à Haïti ou l'accès des jeunes femmes à des services de santé génésique, prénatals et postpartum accessibles et de bonne qualité, notre santé et notre bien-être sont influencés par les événements dans d'autres pays. Leur bien-être est aussi le nôtre. »